

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2021/204557]

Extrait de l'arrêt n° 114/2021 du 16 septembre 2021

Numéro du rôle : 7015

En cause : le recours en annulation partielle de la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs », introduit par la SA « Rocoluc ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, des juges J.-P. Moerman, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne et D. Pieters, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite F. Daoût et de la juge émérite T. Merckx-Van Goeij, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 septembre 2018 et parvenue au greffe le 2 octobre 2018, la SA « Rocoluc », assistée et représentée par Me F. Tulkens et Me M. Vanderstraeten, avocats au barreau de Bruxelles, a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 109/2018 du 19 juillet 2018 (publié au *Moniteur belge* du 5 septembre 2018), introduit un recours en annulation partielle de la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ».

Le 23 octobre 2018, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs M. Pâques et E. Derycke ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Par un recours introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la partie requérante demande l'annulation partielle de la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs » dans la mesure de l'inconstitutionnalité constatée par la Cour par son arrêt n° 109/2018 du 19 juillet 2018.

La Cour examine le recours en tant qu'il est dirigé contre la loi du 7 mai 1999 précitée, telle qu'elle était en vigueur à la date de l'introduction du recours, soit avant sa modification par la loi du 7 mai 2019 « modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et insérant l'article 37/1 dans la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale ».

B.2. Par son arrêt d'annulation n° 108/2018 du 19 juillet 2018, la Cour a jugé que la loi du 7 mai 1999 interdit d'offrir des jeux et des paris de nature différente dans le même lieu physique, que l'offre de jeux de hasard dans le monde réel est comparable à l'offre de jeux de hasard dans le monde virtuel et que la loi du 7 mai 1999 viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elle n'interdit pas le cumul, par plusieurs titulaires, de plusieurs licences supplémentaires de classes distinctes (A+, B+ et F1+) pour l'exploitation de jeux de hasard et de paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées.

Par son arrêt n° 109/2018 rendu sur question préjudicielle, précité, la Cour a jugé que la loi du 7 mai 1999 interdit à un même titulaire de licences de classes distinctes d'exploiter des jeux de hasard et d'engager des paris dans le même établissement de jeux de hasard, ce qui signifie dans les mêmes bâtiments ou dans les mêmes lieux où sont exploités un ou plusieurs jeux de hasard, et que le principe d'égalité exige d'interdire à un titulaire de différentes licences supplémentaires de classes distinctes d'exploiter des jeux de hasard et d'engager des paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées.

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt au recours de la partie requérante.

B.3.2. La partie requérante est une société anonyme active dans le domaine des jeux de hasard. Elle exploite un établissement de jeux de hasard de classe II (salle de jeux automatiques) pour lequel elle dispose d'une licence B, et elle détient une licence supplémentaire B+ pour exploiter des jeux de hasard de classe II en ligne.

B.3.3. En cette qualité, la partie requérante justifie d'un intérêt à solliciter l'annulation de la loi du 7 mai 1999 qui réglemente l'exploitation des jeux de hasard.

L'exception est rejetée.

B.4. Le recours en annulation présentement examiné invite la Cour à confirmer, au contentieux de l'annulation, l'inconstitutionnalité constatée dans l'arrêt n° 109/2018.

B.5. Compte tenu de l'annulation déjà prononcée par l'arrêt n° 108/2018, il y a lieu de vérifier si ce qui a été jugé dans cet arrêt en ce qui concerne le cumul, par plusieurs titulaires, de licences de classes distinctes en vue de l'exploitation de jeux de hasard et de paris au sein du même établissement de jeux de hasard ou via un seul et même nom de domaine et les URL associées est valable lorsque le même cumul se produit chez un même titulaire.

B.6. Le Conseil des ministres et la partie intervenante n'établissent pas que la situation d'un même titulaire de licences de classes distinctes se distingue de la situation de plusieurs titulaires, au regard du cumul examiné.

B.7.1. Par son arrêt n° 109/2018, la Cour a jugé :

« B.1.1. La question préjudicielle porte sur les articles 34 et 43/4 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs. La Cour est invitée à examiner ces dispositions en ce qu'elles permettraient à un même titulaire de plusieurs licences supplémentaires de classes distinctes d'exploiter des jeux de hasard et d'engager des paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées alors qu'elles ne permettraient pas à un même titulaire de licences de classes distinctes d'exploiter des jeux de hasard et d'engager des paris dans le monde réel en un seul et même lieu physique.

[...]

B.2. Par son arrêt n° 129/2017 du 9 novembre 2017, la Cour a jugé :

' B.3. Il ressort toutefois des mémoires des parties intervenantes que plusieurs titulaires différents de licences A+, B+ et F1+ ont conclu des accords pour proposer, sur le même site internet (un seul nom de domaine et une même URL associée), des jeux et paris relevant de différentes classes. La question préjudicielle doit donc être comprise comme visant la situation de plusieurs titulaires distincts cumulant, ensemble, plusieurs licences supplémentaires de classes différentes et exploitant le même nom de domaine et la même URL associée pour proposer des jeux et paris relevant de classes différentes en ligne sur un site internet commun.

B.4.1. La Cour est invitée à examiner la compatibilité des dispositions précitées avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que le cumul de l'exploitation de plusieurs licences supplémentaires de classes distinctes A+, B+ ou F1+ sur le même nom de domaine, donc sur le même site internet, serait autorisé alors que le cumul de l'exploitation de plusieurs licences de classes distinctes A, B ou F1 dans le même lieu physique est interdit.

[...]

B.5. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, la circonstance que les titulaires de licences de classes A+, B+ ou F1+ sont nécessairement également titulaires d'une licence de classe A, B ou F1 n'empêche pas la Cour de comparer la situation des exploitants de jeux et paris lorsqu'ils ne sont actifs que dans le monde réel et celle des exploitants de jeux et paris lorsqu'ils développent leurs activités dans le monde réel et via les instruments de la société de l'information.

B.6.1. Les objectifs poursuivis par le législateur lorsqu'il a entrepris de réglementer les jeux et paris sont ainsi commentés dans l'exposé des motifs du projet de loi du 10 janvier 2010 " portant modification de la législation relative aux jeux de hasard " :

" La régulation des jeux de hasard est basée sur l' idée de canalisation '. Pour satisfaire le besoin manifeste du jeu chez les personnes, l'offre illégale est combattue par l'autorisation d'une offre de jeux légale ' limitée '.

La régulation des jeux de hasard illégaux contribue à réfréner la participation aux jeux de hasard et est un moyen adapté et proportionné pour atteindre les objectifs qui constituent la base de la politique en matière de jeux de hasard. En limitant l'offre légale, on répond à l'un des piliers de cette politique, à savoir la protection du joueur contre l'addiction au jeu.

[...]

Comme la loi du 7 mai 1999, le projet de loi part du principe que l'exploitation de jeux de hasard est *a priori* interdite. Des exceptions peuvent toutefois être prévues par un système de licences. L'interdiction d'exploitation de principe est maintenue comme point de départ, avec la conséquence que l'octroi de licences n'est permis que dans une mesure réduite compte tenu des limites prévues par la loi " (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1992/001, p. 4).

B.6.2. Au sujet de la régulation des jeux de hasard et paris exploités via les instruments de la société de l'information, il est précisé :

" Une telle politique de contrôle efficace n'est possible que si l'on réserve les jeux en ligne à ceux qui exploitent les jeux de hasard dans le monde réel également, ce qui évite la création d'une offre supplémentaire de jeux en ligne.

Seules les entités qui disposent d'une licence A, B ou F1 dans le monde réel peuvent offrir ce type d'activité dans le monde virtuel.

Les jeux qu'ils offrent via Internet doivent être de même nature que ceux qui sont offerts dans le monde réel. Ainsi, un exploitant de casino qui dispose d'une licence supplémentaire ne pourra offrir que des jeux de casino via Internet et non des paris, par exemple.

Seuls les détenteurs d'une licence F1 qui organisent des paris peuvent disposer au maximum d'une licence complémentaire. Cette licence complémentaire ne peut porter que sur l'organisation de paris en ligne de même nature que ceux qu'ils offrent dans le monde réel.

La politique proposée vise à lutter contre l'expansion des jeux de hasard en ligne " (*ibid.*, p. 10).

B.7. La différence de traitement en cause repose sur le caractère réel ou virtuel de l'offre de jeux de hasard et de paris. Alors que dans le monde réel, des jeux et des paris de nature différente ne peuvent être offerts dans le même lieu physique, ce qui oblige les joueurs qui veulent jouer à des jeux différents et placer des paris à se déplacer en plusieurs endroits, ces mêmes jeux et paris peuvent être offerts sur le même site internet (même nom de domaine et même URL), ce qui permet au joueur de jouer à des jeux relevant de classes différentes et de placer des paris sans devoir se connecter à des sites différents.

B.8.1. Un tel critère est objectif. La Cour doit encore examiner s'il est pertinent par rapport à l'objectif poursuivi par le législateur.

B.8.2. La régulation de jeux de hasard et la limitation de l'offre visent à protéger les joueurs, notamment contre les risques d'assuétude inhérents à ce type d'activité. L'interdiction d'offrir divers types de jeux et paris dans le même endroit physique contribue à la protection des joueurs, dès lors qu'elle les oblige à se déplacer pour accéder à d'autres jeux ou paris. Elle a également pour effet d'éviter que les joueurs ne soient tentés de jouer à d'autres jeux que ceux auxquels ils avaient l'intention de jouer ou de placer des paris alors qu'ils n'en avaient pas l'intention, puisqu'ils ne sont pas directement confrontés avec une offre qu'ils n'avaient pas recherchée.

B.8.3. Ces objectifs sont également ceux qui étaient poursuivis par le législateur lorsqu'il a entrepris de réguler les jeux et paris en ligne. Il n'est dès lors pas pertinent d'autoriser le cumul de l'offre de plusieurs types de jeux et de paris sur un même site internet, utilisant un nom de domaine unique et une URL unique associée, alors qu'un tel cumul est interdit dans le monde réel. Il est vrai, ainsi que le relèvent les parties intervenantes, qu'il est très aisé de se déplacer dans le monde virtuel d'un site à l'autre et qu'il est facile d'ouvrir simultanément plusieurs pages internet sur un même ordinateur, de sorte que l'interdiction de cumul dans le monde virtuel n'a pas la même portée ou le même effet que l'interdiction de cumul dans le monde réel. Il n'en demeure pas moins que l'obligation de devoir ouvrir plusieurs sites et de devoir à chaque fois s'identifier à nouveau peut constituer un frein pour le joueur. Par ailleurs, l'interdiction de proposer des jeux et paris relevant de classes différentes sur le même site internet permet de diminuer le risque que le joueur soit confronté à une offre qu'il n'a pas recherchée.

B.9. La question préjudicielle appelle une réponse affirmative. En ce qu'elle n'interdit pas le cumul de plusieurs licences supplémentaires de classes distinctes (A+, B+ et F1+) pour l'exploitation de jeux de hasard et de paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées, la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.10.1. Une des parties intervenantes demande à la Cour, à titre tout à fait subsidiaire, de maintenir les effets des dispositions dont elle constaterait l'inconstitutionnalité.

B.10.2. Le maintien des effets doit être considéré comme une exception à la nature déclaratoire de l'arrêt rendu au contentieux préjudiciel. Avant de décider de maintenir les effets des dispositions en cause, la Cour doit constater que l'avantage découlant du constat d'inconstitutionnalité non modulé est disproportionné par rapport à la perturbation que celui-ci impliquerait pour l'ordre juridique, ce qui n'est pas le cas en l'espèce '.

B.3. Pour les mêmes motifs que ceux de l'arrêt [n° 129/2017] précité, la question préjudicielle posée dans la présente affaire appelle une réponse affirmative.

Dès lors que la loi en cause interdit à un même titulaire de licences de classes distinctes d'exploiter des jeux de hasard et d'engager des paris dans le même établissement de jeux de hasard, ce qui signifie dans les mêmes bâtiments ou dans les mêmes lieux où sont exploités un ou plusieurs jeux de hasard, le principe d'égalité exige d'interdire à un titulaire de différentes licences supplémentaires de classes distinctes d'exploiter des jeux de hasard et d'engager des paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées ».

B.7.2. Pour les mêmes motifs que ceux qui sont contenus dans cet arrêt, le moyen unique est fondé.

Il y a donc lieu d'annuler la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs » en ce qu'elle n'interdit pas, à un même titulaire, le cumul de plusieurs licences supplémentaires de classes distinctes pour l'exploitation de jeux de hasard et l'engagement de paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées.

Par ces motifs,

la Cour

annule la loi du 7 mai 1999 « sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs », en ce qu'elle n'interdit pas, à un même titulaire, le cumul de plusieurs licences supplémentaires de classes distinctes pour l'exploitation de jeux de hasard et l'engagement de paris via un seul et même nom de domaine et les URL associées.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 16 septembre 2021.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2021/204557]

Uittreksel uit arrest nr. 114/2021 van 16 september 2021

Rolnummer 7015

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers », ingesteld door de nv « Rocoluc ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, de rechters J.-P. Moerman, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne en D. Pieters, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter F. Daoût en emeritus rechter T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 september 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 oktober 2018, heeft de nv « Rocoluc », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Tulkens en Mr. M. Vanderstraeten, advocaten bij de balie te Brussel, ingevolge het arrest van het Hof nr. 109/2018 van 19 juli 2018 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 september 2018), beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ».

Op 23 oktober 2018 hebben de rechters-verslaggevers M. Pâques en E. Derycke, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Bij een beroep dat is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, vordert de verzoekende partij de gedeeltelijke vernietiging van de wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers » in de mate van de ongrondwettigheid die door het Hof bij zijn arrest nr. 109/2018 van 19 juli 2018 is vastgesteld.

Het Hof onderzoekt het beroep in zoverre het is gericht tegen de voormelde wet van 7 mei 1999, zoals zij van kracht was op de datum van het instellen van het beroep, zijnde vóór de wijziging ervan bij de wet van 7 mei 2019 « tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, en tot invoeging van artikel 37/1 in de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij ».

B.2. Bij zijn vernietigingsarrest nr. 108/2018 van 19 juli 2018 heeft het Hof geoordeeld dat de wet van 7 mei 1999 verbiedt om spelen en weddenschappen van verschillende aard op dezelfde fysieke plaats aan te bieden, dat het aanbod van kansspelen in de reële wereld vergelijkbaar is met het aanbod van kansspelen in de virtuele wereld en dat de wet van 7 mei 1999 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, in zoverre zij de cumulatie, door verschillende houders, van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen (A+, B+ en F1+) voor de uitbating van kansspelen en van weddenschappen via een en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's niet verbiedt.

Bij zijn voormelde arrest nr. 109/2018 dat op prejudiciële vraag is gewezen, heeft het Hof geoordeeld dat de wet van 7 mei 1999 eenzelfde houder van vergunningen van onderscheiden klassen verbiedt kansspelen te exploiteren en weddenschappen aan te nemen in eenzelfde kansspelinrichting, dat wil zeggen in dezelfde gebouwen of op dezelfde plaatsen waar één of meer kansspelen worden uitgbaat, en dat het gelijkheidsbeginsel vereist dat het een houder van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen verboden wordt kansspelen te exploiteren en weddenschappen aan te nemen via één en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's.

B.3.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partij bij het beroep.

B.3.2. De verzoekende partij is een naamloze vennootschap die actief is op het gebied van kansspelen. Zij exploiteert een kansspelinrichting klasse II (speelautomatenhal) waarvoor zij over een vergunning B beschikt, en zij heeft een aanvullende vergunning B+ om onlinekansspelen van klasse II te exploiteren.

B.3.3. In die hoedanigheid doet de verzoekende partij blijken van een belang om de vernietiging te vorderen van de wet van 7 mei 1999 die de exploitatie van kansspelen regelt.

De exceptie wordt verworpen.

B.4. Het thans onderzochte beroep tot vernietiging noopt het Hof ertoe de in het arrest nr. 109/2018 vastgestelde ongrondwettigheid te bevestigen in het vernietigingscontentieux.

B.5. Rekening houdend met de vernietiging die reeds is uitgesproken bij het arrest nr. 108/2018, dient te worden nagegaan of hetgeen in dat arrest werd geoordeeld met betrekking tot de cumulatie, door verschillende houders, van vergunningen van onderscheiden klassen met het oog op de exploitatie van kansspelen en weddenschappen binnen dezelfde kansspelinrichting of via een en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's, geldig is wanneer dezelfde cumulatie zich voordoet bij een zelfde houder.

B.6. De Ministerraad en de tussenkomenende partij tonen niet aan dat de situatie van een zelfde houder van vergunningen van onderscheiden klassen zich onderscheidt van de situatie van verschillende houders, ten aanzien van de onderzochte cumulatie.

B.7.1. Bij zijn arrest nr. 109/2018 heeft het Hof geoordeeld :

« B.1.1. De prejudiciële vraag heeft betrekking op de artikelen 34 en 43/4 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers. Het Hof wordt verzocht die bepalingen te onderzoeken in zoverre zij het een en dezelfde houder van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen mogelijk zouden maken om kansspelen te exploiteren en weddenschappen aan te nemen via een en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's, terwijl zij het eenzelfde houder van vergunningen van onderscheiden klassen niet mogelijk zouden maken om op een en dezelfde fysieke plaats in de reële wereld kansspelen te exploiteren en weddenschappen aan te nemen.

[...]

B.2. Bij zijn arrest nr. 129/2017 van 9 november 2017 heeft het Hof geoordeeld :

' B.3. Uit de memories van de tussenkomenende partijen blijkt echter dat meerdere verschillende vergunninghouders A+, B+ en F1+ akkoorden hebben gesloten om op dezelfde internetsite (een enkele domeinnaam en eenzelfde daaraan verbonden URL) spelen en weddenschappen aan te bieden die onder verschillende klassen vallen. De prejudiciële vraag moet dus in die zin worden begrepen dat zij de situatie beoogt van verscheidene onderscheiden houders die samen verscheidene aanvullende vergunningen van verschillende klassen cumuleren en dezelfde domeinnaam en dezelfde daaraan verbonden URL exploiteren om online op een gemeenschappelijke internetsite spelen en weddenschappen aan te bieden die onder verschillende klassen vallen.

B.4.1. Het Hof wordt verzocht de bestaanbaarheid te onderzoeken van de voormelde bepalingen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre de cumulatie van de uitbating van verscheidene aanvullende vergunningen van de onderscheiden klassen A+, B+ of F1+ op dezelfde domeinnaam, dus op dezelfde internetsite, zou zijn toegestaan terwijl de cumulatie van de uitbating van verscheidene vergunningen van de onderscheiden klassen A, B of F1 op dezelfde fysieke plaats verboden is.

[...]

B.5. In tegenstelling tot hetgeen de Ministerraad betoogt, belet de omstandigheid dat de vergunninghouders klasse A+, B+ of F1+ noodzakelijkerwijs ook vergunninghouders klasse A, B of F1 zijn, het Hof niet de situatie van de exploitanten van spelen en weddenschappen wanneer zij enkel in de reële wereld actief zijn en die van de exploitanten van spelen en weddenschappen die zowel in de reële wereld als via de informatiemaatschappij-instrumenten hun activiteiten ontwikkelen, met elkaar te vergelijken.

B.6.1. Ten aanzien van de doelstellingen die door de wetgever werden nagestreefd toen hij probeerde de spelen en weddenschappen te reglementeren, is in de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet van 10 januari 2010 " tot wijziging van de wetgeving inzake kansspelen " toegevoegd :

" De regulering van de kansspelen is gebaseerd op de ' kanalisatiegedachte '. Om te voldoen aan de klaarblijkelijke speelbehoefte van de mens wordt het illegale aanbod bestreden door het toelaten van een ' beperkt ' legaal spelaanbod.

Het reguleren van illegale kansspelen draagt bij tot het beteugelen van deelneming aan kansspelen en is een geschikt en proportioneel middel om de aan het kansspelbeleid ten grondslag liggende doelstellingen te bereiken. Door het legale aanbod te beperken komt men tegemoet aan één van de pijlers van het kansspelbeleid zijnde de bescherming van de speler tegen gokverslaving.

[...]

Het voorontwerp vertrekt zoals de wet van 7 mei 1999 van het principe dat het uitbaten van kansspelen *a priori* verboden is. Uitzonderingen kunnen worden toegestaan door een stelsel van vergunningen. Het principiële exploitatieverbod blijft als uitgangspunt gehandhaafd, met als gevolg dat het verlenen van vergunningen slechts in beperkte mate binnen de door de wet voorziene grenzen kan toegelaten worden " (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-1992/001, p. 4).

B.6.2. Er is in verband met de regulering van de kansspelen en weddenschappen die via de informatiemaatschappij-instrumenten worden uitgebaat, gepreciseerd :

" Dergelijk doeltreffend controlebeleid is enkel mogelijk door de online spelen voor te behouden aan zij die ook in de reële wereld de kansspelen uitbaten waarbij de creatie van een extra aanbod aan online spelen wordt vermeden.

Enkel de entiteiten die in de reële wereld over een vergunning A, B of F1 beschikken, kunnen deze zelfde activiteiten aanbieden in de virtuele wereld.

De spelen die zij via internet aanbieden moeten van dezelfde aard zijn als deze die in de reële wereld aangeboden worden. Zo zal een casino-uitbater met een aanvullende vergunning enkel casinospelen via internet mogen aanbieden en bijvoorbeeld geen weddenschappen.

Enkel de vergunninghouders F1 die de weddenschappen inrichten kunnen maximaal over één aanvullende vergunning beschikken. Deze vergunning kan alleen maar betrekking hebben op het inrichten van online weddenschappen van dezelfde aard als deze die ze in de reële wereld aanbieden.

Het voorgestelde beleid beoogt de expansie van online kansspelen te bestrijden " (*ibid.*, p. 10).

B.7. Het in het geding zijnde verschil in behandeling berust op het reële of virtuele karakter van het aanbod van kansspelen en weddenschappen. Terwijl in de reële wereld spelen en weddenschappen van verschillende aard niet op dezelfde fysieke plaats mogen worden aangeboden, hetgeen de spelers die verschillende spelen willen spelen en weddenschappen willen aangaan ertoe verplicht zich naar verscheidene plaatsen te begeven, mogen diezelfde spelen en weddenschappen op dezelfde internetsite (zelfde domeinnaam en zelfde URL) worden aangeboden, hetgeen de speler de mogelijkheid biedt spelen die onder verschillende klassen vallen te spelen en weddenschappen aan te gaan zonder met verschillende sites een verbinding te moeten maken.

B.8.1. Een dergelijk criterium is objectief. Het Hof dient nog te onderzoeken of het relevant is ten opzichte van de door de wetgever nagestreefde doelstelling.

B.8.2. De regulering van kansspelen en de beperking van het aanbod strekken ertoe de spelers te beschermen, met name tegen de risico's van verslaving die inherent zijn aan dat soort activiteit. Het verbod om verschillende soorten spelen en weddenschappen op dezelfde fysieke plaats aan te bieden draagt bij tot de bescherming van de spelers, aangezien het hen ertoe verplicht zich te verplaatsen om toegang te hebben tot andere spelen of weddenschappen. Het heeft ook tot gevolg te vermijden dat de spelers in verleiding worden gebracht om andere spelen te spelen dan die welke zij van plan waren te spelen of weddenschappen aan te gaan terwijl zij dat niet van plan waren, aangezien zij niet rechtstreeks worden geconfronteerd met een aanbod dat zij niet hadden gezocht.

B.8.3. Die doelstellingen zijn ook die welke door de wetgever werden nagestreefd toen hij probeerde de onlinespelen en -weddenschappen te reguleren. Het is derhalve niet pertinent de cumulatie toe te staan van het aanbod van verscheidene soorten spelen en weddenschappen op eenzelfde internetsite, waarbij een unieke domeinnaam en een daaraan verbonden unieke URL worden gebruikt, terwijl een dergelijke cumulatie in de reële wereld verboden is. Zoals de tussenkomen partijen opmerken, is het waar dat het zeer eenvoudig is zich in de virtuele wereld van de ene naar de andere site te begeven en dat het gemakkelijk is op eenzelfde computer gelijktijdig verscheidene internetpagina's te openen, zodat het cumulatieve verbod in de virtuele wereld niet dezelfde draagwijdte of hetzelfde gevolg heeft als het cumulatieve verbod in de reële wereld. Dat neemt niet weg dat de verplichting om verscheidene sites te moeten openen en zich telkens opnieuw te moeten identificeren voor de speler een rem kan vormen. Daarenboven maakt het verbod om spelen en weddenschappen die onder verschillende klassen vallen op dezelfde internetsite aan te bieden het mogelijk het risico te verminderen dat de speler geconfronteerd wordt met een aanbod dat hij niet heeft gezocht.

B.9. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord. In zoverre zij de cumulatie van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen (A+, B+ en F1+) voor de exploitatie van kansspelen en weddenschappen via een en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's niet verbiedt, is de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.10.1. Een van de tussenkomen partijen verzoekt het Hof in uiterst ondergeschikte orde de gevolgen te handhaven van de bepalingen waarvan het de ongrondwettigheid zou vaststellen.

B.10.2. De handhaving van de gevolgen dient als een uitzondering op de declaratoire aard van het in het prejudicieel contentieux gewezen arrest te worden beschouwd. Alvorens te beslissen de gevolgen van de in het geding zijnde bepalingen te handhaven, moet het Hof vaststellen dat het voordeel dat uit de niet gemoduleerde vaststelling van ongrondwettigheid voortvloeit, buiten verhouding staat tot de verstoring die zij voor de rechtsorde met zich zou meebrengen, wat te dezen niet het geval is '.

B.3. Om dezelfde redenen als die van het voormelde arrest [nr. 129/2017] dient de in deze zaak gestelde prejudiciële vraag bevestigend te worden beantwoord.

Nu de in het geding zijnde wet eenzelfde houder van vergunningen van onderscheiden klassen verbiedt kansspelen te exploiteren en weddenschappen aan te nemen in eenzelfde kansspelinrichting, dat wil zeggen in dezelfde gebouwen of op dezelfde plaatsen waar één of meer kansspelen worden uitgebaat, vereist het gelijkheidsbeginsel dat het een houder van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen verboden wordt kansspelen te exploiteren en weddenschappen aan te nemen via één en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's ».

B.7.2. Om dezelfde redenen als die welke in dat arrest zijn verrat, is het enige middel gegrond.

De wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers » dient dus te worden vernietigd in zoverre zij een zelfde houder de cumulatie van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen voor de exploitatie van kansspelen en het aannemen van weddenschappen via een en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's niet verbiedt.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de wet van 7 mei 1999 « op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers », in zoverre zij een zelfde houder de cumulatie van verschillende aanvullende vergunningen van onderscheiden klassen voor de exploitatie van kansspelen en het aannemen van weddenschappen via een en dezelfde domeinnaam en de daaraan verbonden URL's niet verbiedt.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 16 september 2021.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2021/204557]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 114/2021 vom 16. September 2021

Geschäftsverzeichnisnummer 7015

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 «über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler», erhoben von der «Rocoluc» AG.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, den Richtern J.-P. Moerman, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman, M. Pâques, Y. Kherbache, T. Detienne und D. Pieters, und dem emeritierten Präsidenten F. Daoût und der emeritierten Richterin T. Merckx-Van Goey gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 28. September 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. Oktober 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die «Rocoluc» AG, unterstützt und vertreten durch RA F. Tulkens und RA M. Vanderstraeten, in Brüssel zugelassen, infolge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 109/2018 vom 19. Juli 2018 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. September 2018) Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 «über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler».

Am 23. Oktober 2018 haben die referierenden Richter M. Pâques und E. Derycke in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

B.1. Mit einer Klage, die aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof eingereicht wurde, beantragt die klagende Partei die teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 «über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler», in dem Maße der Verfassungswidrigkeit, die vom Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 109/2018 vom 19. Juli 2018 festgestellt wurde.

Der Gerichtshof prüft die Klage, soweit sie gegen das vorerwähnte Gesetz vom 7. Mai 1999 gerichtet ist, so wie es zum Zeitpunkt der Einreichung der Klage galt, d.h. vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 7. Mai 2019 «zur Abänderung des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler, und zur Einfügung eines Artikels 37/1 in das Gesetz vom 19. April 2002 zur Rationalisierung der Arbeit und Verwaltung der Nationallotterie».

B.2. In seinem Nichtigkeitsentscheid Nr. 108/2018 vom 19. Juli 2018 hat der Gerichtshof geurteilt, dass es das Gesetz vom 7. Mai 1999 verbietet, Spiele und Wetten unterschiedlicher Beschaffenheit am gleichen physischen Standort anzubieten, dass das Angebot von Glücksspielen in der realen Welt mit dem Angebot von Glücksspielen in der virtuellen Welt vergleichbar ist und dass das Gesetz vom 7. Mai 1999 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstößt, insofern es nicht die Kumulierung - durch mehrere Inhaber - mehrerer Zusatzlizenzen von unterschiedlichen Klassen (A+, B+ und F1+) für den Betrieb von Glücksspielen und Wetten über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs verbietet.

In seinem vorerwähnten auf eine Vorabentscheidungsfrage hin ergangenen Entscheid Nr. 109/2018 hat der Gerichtshof geurteilt, dass es das Gesetz vom 7. Mai 1999 ein und demselben Inhaber von Lizenzen von unterschiedlichen Klassen verbietet, in ein und derselben Glücksspieleinrichtung Glücksspiele zu betreiben und Wetten entgegenzunehmen, d.h. in denselben Gebäuden oder an denselben Orten, wo ein oder mehrere Glücksspiele betrieben werden, erfordert es der Gleichheitsgrundsatz, dass es einem Inhaber mehrerer Zusatzlizenzen von unterschiedlichen Klassen verboten wird, über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs Glücksspiele zu betreiben und Wetten entgegenzunehmen.

B.3.1. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Partei an der Nichtigkeitsklage in Abrede.

B.3.2. Die klagende Partei ist eine im Bereich von Glücksspielen tätige Aktiengesellschaft. Sie betreibt eine Glücksspieleinrichtung der Klasse II (Automatenspielhalle), für die sie über eine Lizenz B verfügt, und sie hat eine B+-Zusatzlizenz, um Glücksspiele der Klasse II online zu betreiben.

B.3.3. In dieser Eigenschaft weist die klagende Partei ein Interesse nach, die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 7. Mai 1999, das den Betrieb von Glücksspielen reguliert, zu beantragen.

Die Einrede wird abgewiesen.

B.4. Mit der aktuell geprüften Nichtigkeitsklage wird der Gerichtshof gebeten, die im Entscheid Nr. 109/2018 festgestellte Verfassungswidrigkeit für Nichtigkeitsstreitsachen zu bestätigen.

B.5. In Anbetracht der bereits im Entscheid Nr. 108/2018 ausgesprochenen Nichtigerklärung ist zu prüfen, ob das, was in diesem Entscheid in Bezug auf die Kumulierung - durch mehrere Inhaber - von Lizenzen unterschiedlicher Klassen im Hinblick auf den Betrieb von Glücksspielen und Wetten in der gleichen Glücksspieleinrichtung oder über ein- und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs geurteilt wurde, auch für die Kumulierung bei ein- und demselben Inhaber gültig ist.

B.6. Der Ministerrat und die intervenierende Partei weisen nicht nach, dass sich hinsichtlich der geprüften Kumulierung die Situation eines Inhabers von Lizenzen unterschiedlicher Klassen von der Situation mehrerer Inhaber unterscheidet.

B.7.1. In seinem Entscheid Nr. 109/2018 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.1.1. Die Vorabentscheidungsfrage betrifft die Artikel 34 und 43/4 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler. Der Gerichtshof wird gebeten, diese Bestimmungen zu prüfen, insofern sie es ein und demselben Inhaber mehrerer Zusatzlizenzen von unterschiedlichen Klassen ermöglichen würden, über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs Glücksspiele zu betreiben und Wetten entgegenzunehmen, während sie es ein und demselben Inhaber von Lizenzen von unterschiedlichen Klassen nicht ermöglichen würden, an ein und demselben physischen Standort in der realen Welt Glücksspiele zu betreiben und Wetten entgegenzunehmen.

[...]

B.2. In seinem Entscheid Nr. 129/2017 vom 9. November 2017 hat der Gerichtshof geurteilt:

'B.3. Aus den Schriftsätzen der intervenierenden Parteien geht jedoch hervor, dass mehrere verschiedene Lizenzinhaber A+, B+ und F1+ Abkommen geschlossen haben, um auf derselben Website (ein einziger Domainname und eine einzige damit verbundene URL) Spiele und Wetten unterschiedlicher Klassen anzubieten. Die Vorabentscheidungsfrage ist also in dem Sinne zu verstehen, dass sie die Situation mehrerer unterschiedlicher Inhaber betrifft, die zusammen mehrere Zusatzlizenzen unterschiedlicher Klassen kumulieren und denselben Domainnamen und dieselbe damit verbundene URL betreiben, um online auf einer gemeinsamen Website Spiele und Wetten anzubieten, die zu unterschiedlichen Klassen gehören.

B.4.1. Der Gerichtshof wird gebeten, die Vereinbarkeit der vorerwähnten Bestimmungen mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu prüfen, insofern der gleichzeitige Betrieb verschiedener Zusatzlizenzen der unterschiedlichen Klassen A+, B+ oder F1+ unter demselben Domainnamen, also auf derselben Website, erlaubt sei, während der gleichzeitige Betrieb verschiedener Lizenzen der unterschiedlichen Klassen A, B oder F1 am selben physischen Standort verboten sei.

[...]

B.5. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, hindert der Umstand, dass die Inhaber von Lizenzen der Klasse A+, B+ oder F1+ notwendigerweise ebenfalls eine Lizenz der Klasse A, B oder F1 besitzen, den Gerichtshof nicht daran, die Situation der Betreiber von Spielen und Wetten, wenn sie nur in der realen Welt tätig sind, mit derjenigen der Betreiber von Spielen und Wetten, die ihre Tätigkeiten in der realen Welt und über die Instrumente der Informationsgesellschaft entwickeln, zu vergleichen.

B.6.1. Die Ziele des Gesetzgebers, als er es unternahm, die Spiele und Wetten zu regulieren, wurden in der Begründung zum Gesetzentwurf vom 10. Januar 2010 "zur Änderung der Rechtsvorschriften über Glücksspiele" wie folgt kommentiert:

"Die Regulierung der Glücksspiele beruht auf dem 'Gedanken der Kanalisierung'. Damit das offensichtliche Spielbedürfnis des Menschen befriedigt wird, wird das illegale Angebot durch die Genehmigung eines 'begrenzten' Angebots an legalen Spielen bekämpft.

Die Regulierung illegaler Glücksspiele trägt dazu bei, die Teilnahme an Glücksspielen zurückzudrängen, und ist ein geeignetes und verhältnismäßiges Mittel, um Ziele zu erreichen, die die Grundlage der Politik auf dem Gebiet der Glücksspiele bilden. Die Begrenzung des legalen Angebots entspricht einer der Säulen dieser Politik, nämlich dem Schutz der Spieler gegen Spielsucht.

[...]

Ebenso wie das Gesetz vom 7. Mai 1999 beruht der Gesetzentwurf auf dem Grundsatz, dass der Betrieb von Glücksspielen *a priori* verboten ist. Ausnahmen können jedoch durch ein System von Lizenzen vorgesehen werden. Das grundsätzliche Betriebsverbot wird als Ausgangspunkt beibehalten, was zur Folge hat, dass die Erteilung von Lizenzen nur in einem begrenzten Maße unter der Berücksichtigung der im Gesetz vorgesehenen Grenzen erlaubt ist" (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1992/001, S. 4).

B.6.2. Bezüglich der Regulierung der Glücksspiele und Wetten, die über die Instrumente der Informationsgesellschaft betrieben werden, wird präzisiert:

"Eine solche gezielte Kontrollpolitik ist nur möglich, indem die Online-Spiele denjenigen vorbehalten werden, die auch in der realen Welt die Glücksspiele betreiben, wobei der Aufbau eines zusätzlichen Angebots an Online-Spielen vermieden wird.

Nur die Einrichtungen, die in der realen Welt über eine A-, B- oder F1-Lizenz verfügen, können die gleichen Tätigkeiten in der virtuellen Welt anbieten.

Die Spiele, die sie über das Internet anbieten, müssen von der gleichen Art sein wie diejenigen, die in der realen Welt angeboten werden. So wird ein Spielbankbetreiber mit einer Zusatzlizenz nur Kasinospiele über das Internet anbieten dürfen, und beispielsweise keine Wetten.

Nur die Inhaber einer F1-Lizenz, die Wetten ausrichten, können über höchstens eine Zusatzlizenz verfügen. Diese Lizenz kann sich nur auf das Ausrichten von Online-Wetten derselben Art wie diejenigen, die sie in der realen Welt anbieten, beziehen.

Die vorgeschlagene Politik bezweckt, die Expansion von Online-Glücksspielen zu bekämpfen" (ebenda, S. 10).

B.7. Der angeprangerte Behandlungsunterschied beruht auf der realen oder virtuellen Beschaffenheit des Angebots von Glücksspielen und Wetten. Während in der realen Welt Spiele und Wetten unterschiedlicher Beschaffenheit nicht am gleichen physischen Standort angeboten werden dürfen, was die Spieler, die unterschiedliche Spiele spielen und Wetten einsetzen möchten, verpflichtet, sich zu verschiedenen Standorten zu begeben, können dieselben Spiele und Wetten auf derselben Website (selber Domainname und selbe URL) angeboten werden, sodass der Spieler Spiele von unterschiedlichen Klassen spielen und Wetten einsetzen kann, ohne sich auf verschiedene Websites einloggen zu müssen.

B.8.1. Ein solches Kriterium ist objektiv. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob es sachdienlich ist gegenüber dem Ziel des Gesetzgebers.

B.8.2. Mit der Regulierung von Glücksspielen und der Begrenzung des Angebots wird bezweckt, die Spieler zu schützen, insbesondere gegen die mit dieser Art von Tätigkeiten verbundenen Gefahren der Abhängigkeit. Das Verbot, unterschiedliche Arten von Spielen und Wetten am selben physischen Standort anzubieten, trägt zum Schutz der Spieler bei, da es sie verpflichtet, andere Standorte aufzusuchen, um Zugang zu anderen Spielen oder Wetten zu haben. Damit wird ebenfalls vermieden, dass Spieler dazu verleitet werden, andere Spiele zu spielen als diejenigen, deren Ausübung sie beabsichtigten, oder Wetten einzugehen, obwohl sie dies nicht beabsichtigten, denn sie sind nicht direkt konfrontiert mit einem Angebot, das sie nicht gesucht hatten.

B.8.3. Diese Ziele hatte der Gesetzgeber ebenfalls angestrebt, als er es unternahm, die Online-Spiele und -Wetten zu regulieren. Daher ist es nicht sachdienlich, das gleichzeitige Anbieten mehrerer Arten von unterschiedlichen Spielen und Wetten auf derselben Website unter Nutzung eines einzigen Domainnamens und einer damit verbundenen einzigen URL zu erlauben, während eine solche Kumulierung in der realen Welt verboten ist. Es trifft auch zu, wie die intervenierenden Parteien bemerken, dass es sehr leicht ist, sich in der virtuellen Welt von einer Website zu einer anderen zu begeben, und dass es einfach ist, auf einem selben Computer gleichzeitig verschiedene Webseiten zu öffnen, sodass das Kumulierungsverbot in der virtuellen Welt nicht die gleiche Tragweite oder dieselbe Wirkung hat wie das Kumulierungsverbot in der realen Welt. Dennoch kann der Umstand, dass man gezwungen ist, mehrere Websites zu öffnen und sich jeweils erneut zu identifizieren, eine Hemmung für den Spieler darstellen. Im Übrigen ermöglicht es das Verbot, Spiele und Wetten unterschiedlicher Klassen auf derselben Website anzubieten, das Risiko zu verringern, dass der Spieler mit einem Angebot konfrontiert wird, das er nicht gesucht hat.

B.9. Die Vorabentscheidungsfrage ist bejahend zu beantworten. Insofern dadurch nicht die Kumulierung mehrerer Zusatzlizenzen unterschiedlicher Klassen (A+, B+ und F1+) für den Betrieb von Glücksspielen und Wetten über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs verboten wird, ist das Gesetz vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler nicht vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

B.10.1. Eine der intervenierenden Parteien bittet den Gerichtshof äußerst hilfsweise, die Folgen der Bestimmungen, deren Verfassungswidrigkeit er gegebenenfalls feststellen würde, aufrechtzuerhalten.

B.10.2. Die Aufrechterhaltung der Folgen ist als eine Ausnahme zur deklaratorischen Beschaffenheit des im Vorabentscheidungsverfahren ergangenen Entscheids zu betrachten. Bevor er beschließt, die Folgen der fraglichen Bestimmungen aufrechtzuerhalten, muss der Gerichtshof feststellen, dass der Vorteil, der sich aus einer nichtmodulierten Feststellung der Verfassungswidrigkeit ergibt, nicht im Verhältnis zu der Störung steht, die sie für die Rechtsordnung mit sich bringen würde, was im vorliegenden Fall nicht zutrifft.

B.3. Aus denselben Gründen wie im vorerwähnten Entscheid [Nr. 129/2017] ist die in der vorliegenden Rechtssache gestellte Vorabentscheidungsfrage bejahend zu beantworten.

Da das in Rede stehende Gesetz es ein und demselben Inhaber von Lizenzen von unterschiedlichen Klassen verbietet, in ein und derselben Glücksspieleinrichtung Glücksspiele zu betreiben und Wetten entgegenzunehmen, d.h. in denselben Gebäuden oder an denselben Orten, wo ein oder mehrere Glücksspiele betrieben werden, erfordert es der Gleichheitsgrundsatz, dass es einem Inhaber mehrerer Zusatzlizenzen von unterschiedlichen Klassen verboten wird, über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs Glücksspiele zu betreiben und Wetten entgegenzunehmen».

B.7.2. Aus denselben wie den in diesem Entscheid enthaltenen Gründen ist der einzige Klagegrund begründet.

Das Gesetz vom 7. Mai 1999 «über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler» ist somit für nichtig zu erklären, insofern es ein und demselben Inhaber nicht die Kumulierung mehrerer Zusatzlizenzen von unterschiedlichen Klassen für den Betrieb von Glücksspielen und die Entgegennahme von Wetten über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs verbietet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt das Gesetz vom 7. Mai 1999 «über die Glücksspiele, die Wetten, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler» für nichtig, insofern es ein und demselben Inhaber nicht die Kumulierung mehrerer Zusatzlizenzen von unterschiedlichen Klassen für den Betrieb von Glücksspielen und die Entgegennahme von Wetten über ein und denselben Domainnamen und die damit verbundenen URLs verbietet.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 16. September 2021.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/22032]

22 JUILLET 2018. — Loi modifiant le Code d'instruction criminelle et le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'introduire la méthode particulière de recherche d'infiltration civile. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de la loi du 22 juillet 2018 modifiant le Code d'instruction criminelle et le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'introduire la méthode particulière de recherche d'infiltration civile (*Moniteur belge* du 7 août 2018).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmedy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/22032]

22 JULI 2018. — Wet tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering met het oog op het invoeren van de bijzondere opsporingsmethode burgerinfiltratie. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van de wet van 22 juli 2018 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering met het oog op het invoeren van de bijzondere opsporingsmethode burgerinfiltratie (*Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 2018).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmedy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2021/22032]

22. JULI 2018 — Gesetz zur Abänderung des Strafprozessgesetzbuches und des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches im Hinblick auf die Einführung der besonderen Ermittlungsmethode der zivilen Infiltrierung — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Gesetzes vom 22. Juli 2018 zur Abänderung des Strafprozessgesetzbuches und des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches im Hinblick auf die Einführung der besonderen Ermittlungsmethode der zivilen Infiltrierung.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmedy erstellt worden.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST JUSTIZ

22. JULI 2018 — Gesetz zur Abänderung des Strafprozessgesetzbuches und des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches im Hinblick auf die Einführung der besonderen Ermittlungsmethode der zivilen Infiltrierung

PHILIPPE, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenkammer hat das Folgende angenommen und Wir sanktionieren es:

KAPITEL 1 - Allgemeine Bestimmung

Artikel 1 - Vorliegendes Gesetz regelt eine in Artikel 74 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.